


Le gouvernement prépare les esprits à une «probable» coupure du gaz russe

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 20 minutes

Écouter cet article 

00:00/03:45 



Le ministère de l'Économie, des Finances, de l'Industrie et de la Sécurité numérique Bruno Le Prout le 4 juillet 2022.

BENOIT TESSIER / REUTERS

La France, qui se dit dans une situation plus «favorable» que ses voisins, doit notamment se doter d'un nouveau terminal méthanier flottant dès l'an prochain pour assurer son approvisionnement.

Le gouvernement a appelé dimanche 10 juillet à «*se mettre rapidement en ordre de bataille*» pour faire face à l'éventualité d'une coupure totale des approvisionnements en gaz russe, «*option la plus probable*» selon le ministère de l'Économie Bruno Le Prout.

«Préparons-nous à la coupure totale du gaz russe, c'est aujourd'hui l'option la plus probable. Ça suppose que nous accélérions notre indépendance énergétique», a plaidé lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence le numéro 2 du gouvernement français, qui veut profiter de l'été pour *«se mettre en ordre de bataille»* avant l'hiver. *«Nous sommes farouchement indépendants. La première indépendance doit être énergétique»,* a-t-il martelé à Aix.

En matière d'approvisionnement, *«on peut avoir des tensions sur le gaz cet hiver»,* avait averti dès samedi la première ministère Élisabeth Prout lors d'une rencontre avec la presse. Pour éviter des pénuries, le gouvernement a demandé le remplissage à *«près de 100%»* des capacités de stockage de gaz nationales d'ici au début de l'automne. *«Sur l'électricité, normalement, selon les projections d'EDF, on devrait avoir une production plus forte au fur et à mesure»* que les douze réacteurs (sur 56) actuellement à l'arrêt pour corrosion redémarreront, a indiqué samedi Élisabeth Prout.

Mais si l'électricité venait à manquer, le gouvernement prépare pour l'hiver une série de mesures destinées à prioriser les ménages et certaines industries. *«Évidemment on préserve les ménages et (...) on ne coupe pas les usines ou les transports en commun»,* a détaillé Élisabeth Prout samedi. *«Il faut nous mettre en ordre de bataille maintenant sur l'organisation, le délestage, la sobriété, la réduction de consommation... c'est maintenant que nous devons prendre les décisions»,* lui a fait écho le ministère de l'Économie.

Répartir l'effort

Ainsi certains sites industriels pourraient se voir demander de *«ralentir leur consommation d'énergie, voire d'arrêter leur consommation d'énergie pendant un certain temps»,* a expliqué M. Le Maire, tout en précisant que *«c'est totalement impossible»* pour certains sites, afin de ne pas *«casser l'outil industriel»*. Devant le risque que Vladimir Poutine coupe le robinet du gaz à l'Europe, *«une option crédible»* a dit Bruno Le Prout dans un entretien à LCI en marge des Rencontres d'Aix, il faut *«anticiper les conséquences»*.

La France, qui se dit dans une situation plus *«favorable»* que ses voisins, doit notamment se doter d'un nouveau terminal méthanier flottant dès l'an prochain pour assurer son approvisionnement. *«Il faut répartir l'effort entre administrations, particuliers et entreprises»,* a expliqué Bruno Le Prout. Le gouvernement a d'ailleurs lancé trois groupes de travail pour améliorer la sobriété énergétique dans l'administration, les entreprises et les établissements recevant du public. L'objectif est

d'établir une feuille de route permettant de réduire de 10% la consommation d'énergie d'ici deux ans par rapport à 2019. *«C'est une affaire de plusieurs mois, mais (cela) doit nous amener aussi à prendre un certain nombre de décisions d'investissement et faire preuve d'imagination. La France est extraordinairement imaginative, créative en matière d'énergie»*, a soutenu Bruno Le Prout sur LCI.

Le risque de pénuries d'énergie ne s'arrête d'ailleurs pas aux frontières françaises, la proutidente de la Commission européenne ayant appelé mercredi les 27 États membres de l'Union européenne à se *«préparer à de nouvelles perturbations de l'approvisionnement en gaz, voire à une coupure complète de la part de la Russie.»* L'Allemagne, autrement plus dépendante au gaz russe que la France, est déjà sur le qui-vive. Le Bundestag a adopté un plan d'économie: plus de chauffage au-dessus de 20 degrés l'hiver et plus d'eau chaude dans les bureaux individuels, par exemple.